La Stratégie de L'Algérie à L'égard des Récents Evénements au Sahel

Pr Belkacem Iratni

Faculté des Sciences Politiques et des Relations Internationales, Université d'Alger 3

Summary - The tragic events that have recently occurred in Mali with growing terrorist threat and exacerbation of Tuareg rebellion, did not fail to generate worries for Algeria's security and stability. The strategy this country has developed to counterbalance the consequences of these risks was neither inadequate nor circumstantial. It stems rather from the geographic contiguity, the ancient cultural and economic ties that link Algeria to the Sahel-Saharan countries and from its proper experience of fighting colonialism in the past and eradicating terrorism in recent years. The Algerian security perception towards the Sahel-Sahara is based on the reliance on the country's own capabilities, cooperation with neighbouring States and on the opposition to foreign military intervention. In fact,it stresses the quest of a political solution based on the policies of national reconciliation and inclusive dialogue between the parties implicated in these conflicts.[1]

1 L'auteur remercie sa doctorante Doria Bentebibel pour les commentaires et aussi pour les corrections apportées à la version originale de cette étude.

ملخص- إن الأحداث المأساوية التي عرفتها دولة مالي مؤخرا، مع تنامي التهديد الإرهابي وتصاعد التمرد الترقي، ولدت في الجزائر قلقا متزايدا على أمنها واستقرارها. إن الاستراتيجية التي تبنتها الجزائر من أجل مواجهة عواقب هذه التهديدات لم تكن لا ظرفية ولا غير ملائمة، بل نبعت من التجاور الجغرافي، ومن العلاقات الثقافية والاقتصادية التي تربط الجزائر ببلدان الساحل الصحراوي، وكذا من تجربتها الخاصة في مكافحة الاستعمار في الماضي وفي مجال القضاء على الإرهاب خلال السنوات الماضية. إن التصور الأمني للجزائر اتجاه الساحل الصحراوي مبني على الاعتماد على إمكانيات الدولة الخاصة، والتعاون مع الدول المجاورة، وكذا على معارضة أي تدخل عسكري أجنبي. إن هذا التصور يؤكد بالفعل على تحري الحل السياسي على أساس سياسات المصالحة الوطنية والحوار الشامل بين مختلف الأطراف المعنية بهذه النزاعات.

Introduction:

L'approche de l'Algérie concernant le Sahel n'est ni partielle ni conjoncturelle dans la mesure où les liens de ce pays avec la région Sub-Saharienne sont très anciens et multiformes et qu'ils sont intimement liés à la vision globale qu'ont les dirigeants Algériens aussi bien de l'espace géostratégique régional que de la nature des affaires internationales et leurs mutations qui sont rapides et parfois imprévisibles.

Appréhender la vision stratégique de l'Algérie de la région Sahélo-Saharienne, dans le passé ou présentement, peut paraitre tâche aisée au regard des constances de la politique étrangère de ce pays et des soubresauts dramatiques que connaissent les confins adjacents à ses frontières du sud, notamment au nord du Mali qui est gravement secoué depuis quelques années par une rébellion de quelques franges de la population Targuie, et l'activisme croissant de groupes terroristes et de leurs réseaux de criminalité, contrebande d'armes, trafic de drogue et émigration clandestine.

Toutefois, le manque de référents officiels et publics en matière de doctrine stratégique et militaire peut rendre complexe l'analyse de la vision Algérienne à l'égard de sa ceinture septentrionale et la confiner dans une démarche réductrice et plus ou moins schématique. D'autre part, les séquences évènementielles très diffuses et très imprévisibles de la situation qui prévaut actuellement dans la région Sahélo-Saharienne et leur impact plus ou moins direct sur la sécurité de l'Algérie pourraient aussi altérer une analyse rigoureuse et concise des perceptions de ce pays à l'égard de cette région. Elles pourraient aussi simplifier la compréhension de la démarche des dirigeants Algériens en ce qui concerne les objectifs poursuivis dans cet espace géographique ainsi que les craintes suscitées par les bouleversements politiques, sécuritaires et socio-économiques qui semblent menacer gravement la stabilité des pays du Sahel et engendrer des incidences tout aussi néfastes sur la sécurité de l'Algérie, son intégrité territoriale et sa cohésion sociale.

Dans cette optique, la contiguïté géographique et la dimension stratégique paraissent évidentes et renforcent l'idée que le devenir de l'Algérie est aussi intimement et dialectiquement lié à l'évolution politique, aux

contingences sécuritaires, aux changements économiques, voire même environnementaux auxquels la région Sahélo-Saharienne serait éventuellement confrontée.

Ce soubassement géographique et stratégique tel que façonné aussi par l'histoire et les liens historiques et culturels qui unissent l'Algérie aux pays du Sahel peut expliquer la structuration de l'analyse de la politique Algérienne à l'égard de cette région autour de trois paramètres distincts mais intimement liés :

-le premier paramètre s'attachera à rappeler la profondeur géostratégique de l'Algérie à travers l'ancrage historique et culturel qui la relie à l'ensemble Sahélo-Saharien. Il tentera aussi d'appréhender les positionnements de ce pays concernant les réalités complexes et les bouleversements politiques et sécuritaires que connait cette région.

-le deuxième paramètre sera consacré à présenter la stratégie que l'Algérie a mise en place pour contenir les menaces que pourraient engendrer les évènements récents survenus dans la région du Sahel, notamment les répercussions des opérations militaires et les trafics illicites menés par les groupes terroristes, particulièrement ceux liés à Al-Qaïda.

-le troisième paramètre s'attèlera à analyser les efforts que l'Algérie a consentis pour contribuer au règlement des crises, quelque peu cycliques, survenues entre les populations Targuies et les autorités Maliennes et Nigériennes. Ces efforts paraissent tangibles à travers le rôle de" broker" que l'Algérie a essayé de mener pour rapprocher les points de vue des différentes parties, et par le biais de la promotion de l'intégration économique régionale et la mobilisation des sociétés civiles afin d'assurer la stabilité du Sahel, et par conséquent assurer sa propre sécurité et préserver son intégrité territoriale et sa cohésion nationale.

Telle qu'élaborée, la structuration de la présente étude parait cohérente quoique plus ardue, comparée à l'approche qui- basée sur deux parties : l'une consacrée à la situation sécuritaire, politique et socio-économique de l'ensemble Sahélo-Saharien et l'autre à la vision Algérienne à l'égard de cette région- nous semble trop simpliste et moins pertinente analytiquement.

La présente étude n'a pas la prétention de couvrir tous les aspects des liens existants entre l'Algérie et l'espace Sahélo- Saharien, ni d'analyser tous les rapports de ce pays avec tous les États de la région et encore moins de les décrire sur une longue période. Elle se concentre sur les paramètres qui paraissent importants et sur les évènements qui sont survenus au Mali, ces derniers temps, d'une manière aussi particulière que circonstancielle.

I-Profondeur Stratégique dans un Espace Complexe :

L'Algérie est ceinturée à ses confins du sud par une large bande dénommée le Sahel qui est constitué d'un espace Saharien s'étalant sur 5000 km, de la Mauritanie à l'extrême sud, jusqu'au Tchad à l'ouest, en passant par le Niger et le Mali. Sa profondeur s'étire sur 300 à 400 km atteignant les parties nord du Sénégal, le Burkina Faso et le Nigéria.[2] D'une superficie évaluée à 5.095.892 km^2 soit un peu plus du double de la surface de l'Algérie, cette région est en grande partie désertique, sous-peuplée (80 millions d'habitants, soit 11 habitants par km^2), très pauvre[3] et très diversifiée du point de vue ethnique et religieux.

L'importance stratégique de la région du Sahel par rapport à l'Algérie s'explique par la contiguïté géographique, les liens historiques, le ferment identitaire, la dimension culturelle et les échanges économiques. Cette combinaison de paramètres qui sont anciens et durables atteste de l'évidence que l'Algérie est un pays qui fait partie du Sahel. Cet ancrage identitaire a aussi évolué au gré des réalités complexes auxquelles le Sahel s'est trouvé confronté et qui sont dues à la diversité ethnique des populations de cette région, à la dégradation de leur situation économique, à l'émergence de groupes terroristes se réclamant de la tendance djihadiste et aux implications plus ou moins directes de l'ingérence étrangère.

2 Certains auteurs perçoivent le Sahel dans une dimension géographique encore plus large s'étendant de la mer rouge jusqu'à la face atlantique de l'Afrique de l'ouest (L.Boukraa, " Le Sahel : Géopolitique d'une Zone Stratégique", papier inédit.)

3 La Mauritanie, le Niger et le Mali sont considérés parmi les pays les plus pauvres au monde.

I-1-L'ancrage identitaire :

I-1-1-La contiguïté géographique :

Le Sahel constitue le prolongement naturel des confins Sahariens de l'Algérie dans la mesure où elle partage une très longue frontière avec deux pays de la région du Sahel, à savoir le Mali (1300km) et le Niger (1200km). Tout comme la partie nord de ces pays, le sud de l'Algérie est constitué de vastes ergs, d'immenses dunes de sable parsemées d'oasis où vivent des sédentaires, alors que les zones de transhumance sont traversées par des populations nomades qui tirent leur survie, essentiellement, d'une économie agro-pastorale.

I-1-2-Le substrat identitaire et culturel :

De larges populations telles que les Touareg résidant dans les parties méridionales du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont originaires des peuples berbères du Maghreb central. Des liens continuent jusqu'à présent, à unir ces populations aux Touareg vivant au sud de l'Algérie et de la Libye. D'autres tribus peuplant le Sahel, telles que la tribu des Toubous, se réclament de l'appartenance arabe qui constitue aussi une composante de l'identité des peuples du Grand Maghreb.[4] D'autres groupes ethniques d'origine Africaine tels que les Peuhls, Songhaï et Soninké ont vécu en juxtaposition avec leurs voisins de la partie nord du Sahel et ont entretenu avec eux des relations de coopération ou de concurrence. Les heurts qui les ont opposés occasionnellement étaient dus à des conflits d'intérêts socio-économiques principalement selon les paramètres de la configuration dichotomique : sédentarité vs nomadisme, agriculture vs pastoralisme.

Toutes les populations Touareg parlent, dans des formes dérivées, la langue des berbères de l'Afrique du nord (Tamazight).Comme les peuples du Grand Maghreb, toutes les populations Touareg sont des musulmans sunnites de rite malékite alliant les coutumes des confréries locales. Parallèlement,

4 L'ensemble du Grand Maghreb est composé de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Lybie et de la Mauritanie. Ces cinq pays ont créé une entité régionale ayant pour nom l'Union du Maghreb Arabe (UMA) créée par le biais du Traité de Marrakech signé le 17 Février 1989.La dénomination Maghreb (coucher du soleil) désigne aussi la région occidentale du monde arabe par comparaison à celle du Moyen-Orient (levant).En arabe, elle réfère au Maroc, singulièrement.

beaucoup de tribus vivant dans les parties nord du Mali se revendiquent du legs culturel arabe tels les Maures et les Toubous. De plus, la majorité des peuples du Mali, du Niger et du Sénégal a gardé ses coutumes ancestrales qui sont plus ou moins distinctes des traditions des Touareg ou des Maures en embrassant, néanmoins, l'islam propagé par les confréries *Tidjania* et *Qadiriya* issues de contrées Algériennes.

I-1-3- Le sédiment historique et politique :

La dimension Africaine de l'Algérie a des racines anciennes profondes datant du temps où ses habitants berbères (ou les Numides pour l'époque) s'opposaient à la domination de l'empire Romain à partir du Xème siècle av J.C. L'un des rois berbères, "allié" de Rome, mais non son vassal, Massinissa réussit à contenir les visées impérialistes de ses alliés à travers le célèbre slogan *"l'Afrique aux Africains"*.[5]

Plus tard, des tribus arabo-berbères, les *Sanhaja* du Maghreb central, ont rayonné sur les contrées Sub-Sahariennes en dominant dès 734 de l'ère moderne l'empire du Ghana fondé au 3ème siècle par les tribus Soninké qui, aujourd'hui encore, peuplent les régions nord du Mali et le Niger.[6]

Les liens de solidarité avec le Sahel et partant avec le reste de l'Afrique se sont poursuivis tout au long de la colonisation Française à travers la lutte de libération déclenchée en Algérie en Novembre 1954 qui a hâté les indépendances des pays de l'Afrique Sub-Saharienne survenues à partir de 1960. À leur tour, ces pays apportèrent une aide diplomatique et logistique à la cause Algérienne à l'exemple du Mali, notamment.[7]

À son indépendance acquise en 1962, l'Algérie soutint l'émancipation politique, culturelle et économique des pays du Sahel à travers son adhésion à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963 en tant que pays fondateur, et à travers le projet d'intégration régionale au niveau de l'ensemble Sa-

5 K. Younes : De la Numidie à l'Algérie : Grandeurs et Ruptures (Casbah Éditions, Alger, 2011) p.50.

6 Cet empire a régné de l'an 300 à 1240 et a englobé des parties des actuels Mali et Mauritanie.

7 Les troupes de l'armée de libération Algérienne (ALN) disposaient de bases arrière au nord du Mali. A ce titre, l'actuel président Abdelaziz Bouteflika était connu par son nom de guerre à savoir Commandant « Abdelkader Al Mali » du temps où il activait dans la région frontalière entre l'Algérie et le Mali.

hélien initié en 1976, mais qui s'est avéré précaire en raison de la sécheresse qui a durement frappé cette région, et des frictions dues aux incidences de la rivalité Est-Ouest et de l'influence Française, notamment au Mali, au Tchad et en Mauritanie.

I-2- Les échanges commerciaux :

L'arrivée des Arabes au Maghreb au 7ème siècle, a grandement favorisé les échanges commerciaux avec les pays du Sahel, notamment en ce qui concerne le troc portant sur les épices, soieries et produits agricoles contre l'or et le sel. Les échanges ont diminué durant la colonisation des pays du Sahel et du Maghreb et beaucoup plus après l'ère des indépendances, en raison de la domination économique des pays occidentaux et des structures du commerce mondial. Cet état de fait n'a pas empêché, cependant, une coopération économique substantielle entre le Maghreb et le Sahel ; en témoignent les aides financières et alimentaires apportées par l'Algérie au Mali, au Niger et à la Mauritanie, notamment aux populations Targuies qui avaient le plus souffert de la sécheresse et de la marginalisation politique exercée par les autorités centrales de Bamako et de Niamey, selon les déclarations des notables et dirigeants Touareg.

I-3-Les réalités complexes de la région du Sahel :

La région Sahélo-Saharienne se caractérise par plusieurs paradoxes qui rendent la compréhension de son évolution complexe ; en témoignent les événements qui ont émaillé son histoire récente et les révoltes qui ont opposé les populations Targuies aux autorités centrales du Mali et du Niger, peu de temps après l'indépendance de ces pays en 1960. Ces révoltes se sont exacerbées, récemment, par des conflits violents comme dans le cas du Mali, avec la manifestation de tentations séparatistes en 2011 et l'activisme de groupes terroristes salafistes qui prétendent œuvrer pour l'instauration d'un état théocratique.

I-3-1-Immensité des frontières :

Vu son étendue, le Sahel reste un espace difficile à maitriser. Le sous-peuplement, dû aussi aux conditions de vie très âpres, a accentué le caractère

poreux des frontières et rendu le contrôle des déplacements des nomades et leurs biens, pratiquement difficile. Cette perméabilité a, par contre, grandement facilité le trafic d'armes, de drogue et surtout la mobilité des rebelles Touareg et des groupes terroristes qui se sont multipliés suite à l'effondrement du régime Libyen en 2011 qui a transformé ce pays en source d'instabilité pour toute la région du Maghreb et du Sahel et en arsenal d'armes à ciel ouvert.

I-3-2-Inadéquation de la géographie avec les réalités sociopolitiques :

La région Nord du Sahel est peuplée de tribus et de nomades à la recherche de zones de transhumance pour leur survie. Cette mobilité a transcendé le cadre des frontières des états de la région héritées du colonialisme. Le découpage arbitraire des frontières a conduit au chevauchement des entités politiques par des tribus qui restent liées par des liens de sang, de solidarité et d'entraide mais parfois aussi désunies par des conflits qui sont dus à l'incompatibilité des intérêts. En effet, des tribus nomades qui dépendent de l'élevage et des groupes sédentaires qui vivent d'une agriculture de subsistance sont entrés en conflits pour le contrôle de l'eau, des pâturages et des terres arables. Ainsi, les populations Targuies se sont trouvées réparties sur plusieurs entités politiques et se sont retrouvées concentrées dans les régions nord du Mali, du Niger et du Burkina Faso alors qu'elles demeurent minoritaires du point de vue de l'importance démographique en comparaison avec le nombre total d'habitants de ces pays. Les Touareg représentent 10% de la population du Mali et 5% de la population du Niger. Ils sont moins de 40.000 au Burkina Faso.

Le centralisme des autorités administratives des différentes entités politiques de la région du Sahel s'est aussi heurté aux relents d'autonomie des tribus qui restent largement régies par des coutumes ancestrales et des structures distinctes, que ce soit pour la conduite des affaires civiles ou pour la règlementation des activités commerciales ou la pratique des rites et des obligations religieuses. En fait, les Touareg entrent dans la catégorie des so-

ciétés que Pierre Clastres a décrites, comme des sociétés qui ont été conçues pour, justement, éviter l'apparition des États.[8]

I-3-3 -Diversité ethnique et différentiation sociale :

Les états du Sahel sont caractérisés par une forte diversité ethnique dans la mesure où historiquement, se sont juxtaposés des groupes de races différentes et de valeurs sociales plus ou moins distinctes. Si les régions du sud des pays du Sahel se trouvent marquées par une certaine cohésion sociale, les régions du nord présentent des particularismes plus ou moins accentués.

Ainsi, dans les parties septentrionales du Mali et du Niger, vivent des tribus d'origine berbère (les Touareg) possédant des structures sociales spécifiques. Leur identité n'est pas homogène et pas facile à comprendre dans la mesure où cette idée d'appartenance identitaire est récente, car à travers leur longue histoire, les Touareg ne se considéraient pas comme un peuple unifié qui s'identifierait à un territoire géographiquement déterminé ou à une entité politique centralisée.[9] Leur structure sociale consiste en une confédération pyramidale composée de plusieurs tribus, clans et familles et basée sur une hiérarchie composée d'un groupe de nobles de race blanche (*Imajighen*) qui représente la majorité de la population Targuie, et un autre groupe (*Imgad* ou *Ikhlen*) formé de serviteurs de couleur noire attaché à la caste des nobles selon les traditions de la société Targuie. Cependant, cette configuration sociale a subi de profondes transformations à la faveur de l'intégration de quelques éléments Touareg dans le processus d'intégration nationale propre aux pays du Sahel, des flux migratoires et de l'incorporation de nombreux jeunes Touareg dans les milices islamiques créées par le régime de Kadhafi en Lybie.

I-3-4-Sous-développement économique :

Les pays du Sahel sont considérés comme faisant partie des pays les plus pauvres de la planète en termes de rareté des ressources naturelles, de volume de la production intérieure brute, de performance économique, de taux de chômage et de propagation de l'analphabétisme. 60% de la population

8 P.Clastres, La société contre l'État, Éditions de Minuit, Paris, 1974.

9 A. Morgan, "Mali's Tuareg rebellion", http: //the global dispatches. com. articles :media :malis; t - areg

totale des pays du Sahel vit avec moins de 1$/j et presque 20 millions d'habitants sont menacés par la famine, particulièrement au Mali et au Niger.

Le produit intérieur brut (PIB) des pays du Sahel était évalué à $ 48.57 milliards en 2013, soit un peu moins du quart du PIB de l'Algérie ($215,70 milliards), alors que le PIB des pays du Sahel par tête d'habitant cumulé (en parité de pouvoir d'achat ou PPA) s'élevait à $8.100 milliards, soit un peu plus que celui enregistré par l'Algérie ($7.500).[10]

Une telle comparaison atteste des grandes disparités existantes entre l'Algérie et les pays du Sahel au niveau des capacités économiques. Elle démontre aussi la précarité dans laquelle vivent les pays du Sahel et explique la gravité des risques encourus par l'Algérie. La crise économique qui sévit dans cette région depuis des années a notamment exacerbé le mécontentement des populations Targuies à l'égard des autorités centrales du Mali et du Niger et attisé leurs tentations séparatistes, comme elle a aussi nourri les causes (chômage, mal vie, épidémies) qui ont aidé les groupes terroristes et le prosélytisme religieux à s'ancrer dans la région en recrutant de plus en plus des jeunes désœuvrés.

I-3-5-Crise de l'état postcolonial :

Les états hérités de l'ère coloniale dans la région du Sahel ont reconduit le centralisme administratif selon le modèle jacobin et ses méthodes de répression, et ont aussi maintenu au pouvoir des régimes dictatoriaux souvent issus de coups d'états, comme ce fut la cas au Mali en Mars 2012 avec la chute du président Amadou Toumani Touré qui avait lui-même participé au coup de force contre l'ancien président Moussa Traoré en mars 1991.[11]Ce déficit en matière de légitimité constitutionnelle et de démocratie, couplé avec l'absence de bonne gouvernance et l'apparition d'une corruption endémique, ont exacerbé les conflits entre ethnies et accentué les disparités régionales et sociales. Ainsi, les populations Targuies du nord du Mali et du Niger ont lon-

10 Morgan, Mali's Tuareg rebellion.

11 Les auteurs du Coup d'Etat contre ATT se sont regroupés autour du Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat, dirigé par le Capitaine Amadou Sanogo et ont expliqué leur action par la mauvaise gestion du conflit qui a opposé l'armée régulière aux rebelles Touareg survenu au nord du Mali.

guement souffert du manque d'infrastructures et d'installations industrielles, ne serait-ce que de petites fabriques de transformation ou d'ateliers dédiés à l'artisanat. Elles se sont aussi plaintes du détournement des aides étrangères, soit par quelques notables locaux pour leur intérêt personnel ou par les autorités centrales au profit du renforcement des troupes armées et équipements militaires utilisés le plus souvent pour annihiler les mouvements de protestation des populations Targuies.

Ce mécontentement s'est traduit par des révoltes cycliques et des heurts violents avec l'armée Malienne. À cause de ces injustices, les Touareg se sont révoltés en 1963-1964, 1990-1995 et 2007-2009.Ces révoltes s'étaient estompées grâce à la médiation Algérienne qui a conduit à la signature des accords de paix entre les parties au conflit au Mali lors des réunions tenues à Tamanrasset en 1993 et à Alger en 2006.

Néanmoins, la politique de décentralisation prévue par les accords de Tamanrasset signés en 1993 n'a été accompagnée ni d'aide financière ni de politique de développement des zones arides tel que stipulé par les accords d'Alger de 2006.

Se sentant trahis, les rebelles Touareg ont continué leur combat contre les forces régulières Maliennes par le biais de l'Alliance Démocratique pour le Changement (ADC) mais ont été défaits en 2009.Ce mouvement s'est retiré des négociations conduites sous les auspices de la diplomatie Algérienne en 2012, en signe de protestation à l'égard des promesses non tenues par le gouvernement Malien.

Les évènements survenus en Libye, l'instabilité politique qui a secoué le Mali après le coup d'état et les répercussions du soi-disant « printemps arabe » ont encouragé des groupes rebelles Touareg à proclamer l'état dénommé Azawad regroupant les trois provinces du nord du Mali : Kidal, Tombouctou et Gao et s'étalant sur 800.000km^2 à la faveur de l'apparition de groupes rebelles fortement armés grâce à la disponibilité de l'arsenal Libyen.

Le Niger ne fut pas non plus exempt de révoltes de populations Targuies ; en témoignent les rébellions qui ont eu lieu en 2008 et 2009. Dans ce pays, la paix existante entre les autorités centrales et la population Targuie demeure fragile. L'éventualité d'un contrôle par un groupe de rebelles Toua-

reg des mines d'uranium situées au nord du Niger en 2009 a été évoquée par les médias, et le risque d'émergence d'un mouvement djihadiste, allié ou non à AQMI, n'est pas à écarter.

I-3-6-Faiblesse des armées :

Les pays du Sahel sont dépourvus de moyens militaires subséquents pour faire face aux menaces sécuritaires. Les armées censées être les plus fortes au Sahel, à savoir celles du Tchad, du Mali et du Niger ne comptent qu'à peu près 43.000 hommes pour une population totale de 44 millions d'habitants en 2014. Leurs équipements militaires cumulés comptent 100 chars, 65 avions dont 20 de chasse ou de combat, environ 400 véhicules blindés et 51 systèmes multiples de lance-roquettes.[12]Comparés au potentiel militaire Algérien, ces équipements restent très minimes. Il suffit seulement de rappeler que l'armée Algérienne a été classée au 27ème rang mondial en 2015 par le Global Fire Power index.[13]

II-Stratégie de "Containment" du Terrorisme au Sahel :

II-1-Le Sahel, "ceinture de feu" de l'Algérie :

La région du Sahel est devenue le sanctuaire des groupes terroristes après les échecs subis en Algérie par les Groupes Salafistes de Prédication et de Combat (GSPC) qui ont fondé une organisation dénommée Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)[14].Ces groupes ont été renforcés aussi après le démantèlement des cellules terroristes en Europe et le retour des djihadistes d'Irak et d'Afghanistan. La chute du régime Libyen a fourni à ces groupes terroristes une base arrière, un support logistique et l'approvisionnement en armes de tous genres, y compris de lance-roquettes. Selon le président Tcha-

12 Globalfirepower.com/countries-listing.asp,www.globalfirepower.com/country-miltary-strength-detail.asp?country_id=chad, www.globalfirepower.com/country-miltary-strength-detail.asp?country_id=mali

13 http://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=algeria

14 Cette organisation, dirigée par Abdelmalek Droudkel a prêté allégeance à AQMI en 2007 dans le but de s'attribuer l'impact médiatique et le soutien référentiel d'Al-Qaïda et de l'aura dont jouissait Ben Laden auprès de jeunes musulmans et arabes se réclamant de l'islam radical ou de la tendance djihadiste.

dien, Driss Deby, "les Islamistes radicaux sont en Libye. Hier, ils n'avaient pas de terrain, aujourd'hui ils ont en un : la Libye tout entière. Hier, ils n'avaient pas d'armes, maintenant ils les ont toutes."[15]

Les groupes islamistes au Sahel ne disposent pas d'une organisation unifiée et ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Le président du comité conjoint des chefs des états-majors de l'armée US, Général Martin E Dempseya décrit AQIM comme étant "un syndicat de groupes qui se rejoignent épisodiquement lorsque cela les sert et fait avancer leur cause. Cette cause est parfois le terrorisme, elle est, quelques fois, criminelle et relève encore d'autres fois du trafic d'armes." [16]

Dans cette logique, si AQMI et les groupes affiliés se targuent d'œuvrer pour l'instauration d'un état théocratique au Sahel et même au Maghreb, et s'ils semblent bénéficier de liens avec les organisations activant dans d'autres régions telles que *Boko-Haram* (Nigeria), *Al-Chabab* (Somalie),*Al-Qaïda* dans la péninsule arabe (AQAP) et plus récemment *Daach* (Irak), il n'en demeure pas moins que ces groupes n'ont pas réussi à abattre les régimes des pays du Sahel, ni même à constituer une réelle menace pour les pays occidentaux. Cependant, ils ont, comme le souligne le politologue Walid Ramzi, "la capacité de fonctionner comme un méga-réseau pour le soutien logistique et tactique en Europe et en Afrique du nord .Ce qui a rajouté complexité et imprévisibilité aux menaces et aux actions préventives".[17]

Dans la région du Sahel, le groupe "les Signataires par le sang" dirigé par Belmokhtar et de nouveaux groupes tels que *Ansar Eddine* formé en 2012 par un ex-chef de la rébellion Touareg Malienne, Ayad AgGhali,[18] le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'ouest (*Mujao*)[19]prônent tous l'instauration d'un état basé sur la stricte application de la Sharia (droit

15 Le Figaro, cité par Liberté, August 13,2013, p2.

16 Z. Laub, J. Masters,"Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQMI)", at mercury.etzh.ch/servicee - gine/…/en/al.qaeda.pdf.

17 W. Ramzi," ISIS Caliphate Splits AQIM", atmorocconthemove.com/2014/07/21/isis-conflicts-splits-aqim-almagharebia/

18 Ansar Eddine ont été créés en Mars 2012, comptent entre 3000 et 4000 militants et activent principalement à Tombouctou et Kidal.

19 Groupe fondé par Ahmed Ould Ammer et Hamada Ould Mohamed Kheirou de tendance Djihadiste. Il compte environ 700 éléments permanents et nombre de sous-traitants.

musulman), adoptent une tactique basée sur la guérilla, les assassinats, les attentats-suicides, s'appuient sur des réseaux de criminalité, de trafic de drogue et d'armes et se font financer par le paiement de rançons en échange de la libération d'otages Européens. Cette source de financement sert à assurer le recrutement et acheter des complicités locales, qu'elles soient civiles ou militaires.[20]

Cette nébuleuse présente des dissensions très complexes en raison de la rivalité existante entre AQMI et le groupe dissident de Belmokhtar qui s'est allié au *Mujao*, alors que ce mouvement, AQMI et Ansar Eddine se disputent le nord du Mali et que des combats ont opposé le mouvement Azawad prétendant être de tendance laïque et moderniste au *Mujao*.

Tous ces groupes ont mené des opérations militaires que ce soit au Mali, au Niger ou en Mauritanie. Par contre, les" Signataires par le sang" avaient conduit des attentats-suicides à Tamanrasset à l'extrême sud de l'Algérie et non loin de sa frontière avec le Mali en Janvier 2012, ainsi que l'attaque contre le complexe de Tiguentourine situé près d'Ain Aménas, et qui représente 10% de la production totale du gaz Algérien. Cet attentat a contraint les forces de sécurité Algériennes à éliminer le groupe de terroristes qui a pris en otages des travailleurs étrangers. De son côté, le *Mujao* soupçonné par des médias Algériens d'être manipulé par des puissances étrangères à la région du Sahel, semble s'attaquer principalement à des cibles Algériennes, comme en témoigne le kidnapping de diplomates Algériens à Gao, au Nord du Mali en Avril 2012.

Cette dimension complexe des groupes terroristes mêlés à des activités liées au trafic d'armes et de drogue est rendue plus âpre à la suite de la fuite de djihadistes de l'Adrar des Fogaras vers la frontière avec l'Algérie, au sud de la Libye en raison des dégâts causés par l'intervention Française au nord du Mali (opération Serval) dans les rangs des groupes terroristes activant à Gao, kidal et Tombouctou.[21]

20 Selon un ancien ministre Algérien, Abdelaziz Rahabi, les pays occidentaux ont payé plus de £90 millions, ce qui représente 10% du budget du Mali et du Niger (*El Watan*, Octobre 10, 2012 p4).

21 Bouatta(*Liberté*, July 14, 2014).

II-2-Translation de la stratégie anti-terroriste Algérienne au Sahel :

Face aux menaces des groupes terroristes activant au Sahel et leurs prolongements pouvant affecter sa sécurité nationale et sa stabilité, l'Algérie a développé une démarche similaire visant à éradiquer les groupes djihadistes à l'intérieur de ses frontières et au-delà, partant du principe que le terrorisme est un phénomène transnational et qu'il doit être, en fait, combattu par tous les pays.

Pour combattre le terrorisme d'une manière résolue et sans ambiguïté, l'Algérie n'a attendu ni le déclenchement par les USA du concept "Global War on Terror "(GWOT) apparu à la suite des tragiques évènements de Septembre 2001, ni la riposte adoptée par l'Union Européenne en réaction au détournement de l'avion d'Air France au départ d'Alger en 1995 et aux attentats sanglants perpétrés à Londres et à Madrid.

La stratégie que l'Algérie a adoptée au lendemain de l'annulation du second tour des élections législatives tenues en Janvier 1992, que le parti du Front Islamique du Salut (FIS) allait remporter, consistait à combattre les groupes islamiques armés affiliés à ce parti (GIA) par des moyens militaires et par la mise en place d'une politique de réconciliation nationale tendant à récupérer les éléments qui renonceraient à la violence. En parallèle, une politique de dé-radicalisation a été mise en place, notamment envers les jeunes pour affaiblir les ferments sur lesquels repose le terrorisme pour engager de nouvelles recrues. Durant toute la décennie qui a suivi la fin du processus électoral, l'Algérie avait combattu le terrorisme seule et a acquis une grande expérience en la matière. Ces acquis lui ont valu une juste reconnaissance de la part des pays voisins et des puissances occidentales.

Au Sahel, l'Algérie va mettre en place la même stratégie qui découle de sa propre doctrine. Celle-ci s'inspire de l'expérience acquise par les dirigeants Algériens qui privilégie la détermination à compter sur les propres moyens de leur peuple comme ce fut le cas lors de la guerre de libération contre le colonialisme Français, ainsi que sur la préservation de l'autonomie de décision, comme ce fut la pratique après l'indépendance du pays.

Ainsi élaborée, cette doctrine va s'articuler dans la pratique sur quatre paramètres essentiels :

A-Le terrorisme est perçu comme un danger à l'intégrité territoriale, à la stabilité politique et à la cohésion sociale du pays dans la doctrine Algérienne, tel qu'observé à travers les déclarations des officiels et personnalités politiques Algériens. Le terrorisme dit 'islamiste' est conçu comme étant un phénomène étranger aux valeurs culturelles de la société Algérienne et à sa foi religieuse, car l'islam est considéré comme étant une religion de fraternité, de tolérance et de solidarité. La rhétorique Algérienne distingue le terrorisme des groupes armés qui s'attaquent d'une manière illégitime aux régimes ou à des segments de la société et les groupes qui utilisent des moyens, mêmes violents, pour faire aboutir une cause considérée juste et empreinte de la légalité internationale, comme les combats de libération contre le colonialisme et les luttes pour l'auto-détermination des peuples. Ces enseignements sont tirés de la propre expérience des dirigeants Algériens qui ont mené, par le passé, un combat pour le recouvrement de l'indépendance et de l'identité nationale de leur pays.

B- la lutte contre le terrorisme doit être implacable et sans concessions en ce qui concerne les groupes qui sont impliqués dans les attentats, les assassinats de militaires ou de civils et la destruction de biens publics et qui n'acceptent pas de déposer les armes. L'ancien premier ministre Algérien et actuel chef de cabinet de la présidence, Ahmed Ouyahia traduisit cette 'doctrine anti-terroriste' par : "le traitement par l'assèchement du soutien au sein de la population. La lutte implacable de l'état, avec toute la rigueur de sa loi et de sa force. C'est ce qui nous permet, de temps en temps, de mettre la main sur un groupuscule et d'abattre ceux qui n'acceptent pas de se rendre. Une vigilance permanente."[22]

À partir de sa propre expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie a développé le principe de non-négociation avec les groupes terroristes dans les cas de prises d'otages et de demandes de rançons en échange de la libération de prisonniers. Ainsi, les forces armées Algériennes ont lancé un assaut décisif contre les terroristes qui avaient pris en otages une trentaine

22 *El Watan*, 25Mars 2012, p3.

de travailleurs étrangers lors de l'attaque contre le complexe gazier de Tiguentourine. Le gouvernement Algérien a aussi bien refusé le paiement de 15 millions d'euros pour la libération des diplomates kidnappés par le *Mujao* à Gao, au Nord du Mali que leur échange contre la libération de responsables terroristes emprisonnés par les forces de sécurité.[23]L'Algérie avait aussi réagi avec vigueur à l'encontre des autorités Maliennes à la suite de la libération de quatre militants réclamés par AQMI en échange de la libération de l'otage Français Pierre Camatte en Février 2010. Elle avait rappelé son ambassadeur à Bamako en signe de protestation. Ces exemples illustrent les efforts qu'a entrepris l'Algérie pour la consécration légale par les organisations internationales du principe de non-paiement de rançons.

C-La lutte contre le terrorisme au Sahel doit être menée, en premier lieu, par les pays concernés eux-mêmes sans ingérence de pays étrangers. Cette approche commune proposée par l'Algérie s'inspire encore une fois de sa doctrine consacrée dans les textes relatifs à l'élaboration et à la conduite de sa politique étrangère et qui prône la non-ingérence dans les affaires internes des autres pays. Cette attitude émane, implicitement de la crainte d'une ingérence étrangère dans ses affaires domestiques et de l'érosion de la souveraineté nationale que les dirigeants Algériens affirment avoir chèrement acquise au terme du combat libérateur contre le colonialisme Français. La quête de solidarité et de soutien des autres puissances doit été perçue, uniquement, comme apport à la politique de coopération et de coordination mise en place par l'Algérie et ses partenaires de la région du Sahel, et non comme substitut.

D- la lutte contre l'extrémisme religieux qui est considéré par les Algériens comme la matrice nourricière du terrorisme repose sur une politique visant à réhabiliter les valeurs ancestrales, notamment l'image d'un islam tolérant et ouvert. Cette lutte semble être mise en œuvre au niveau du système éducatif et au niveau des mosquées récemment. Le but déclaré consiste à contrer efficacement les idéologies importées et le prosélytisme contraire au rite malékite qui est prédominant non seulement au Maghreb mais aussi au niveau de la région Sahélo-Saharienne.

23 W. Moncef: « Le Mujao renoue le contact avec Alger », in *Le Quotidien d'Oran*, 25 Juin 2013, p3.Ces diplomates ont été finalement libérés le 30 Aout 2014.

Aussi, l'Algérie a fait appel à une coordination entre les pays du Sahel contre l'extrémisme religieux et violent. À cet effet, Alger a abrité en Janvier 2013 le congrès constitutif de la ligue des oulémas, prêcheurs et imams venant d'Algérie et de pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger). Deux autres rencontres ont eu lieu dans la capitale Algérienne en Avril 2013 et Novembre 2015. Lors de cette dernière conférence, le président de cette ligue, Cheikh Daouda Abdou Boureima du Niger, a rappelé que la lutte contre les groupes terroristes "ne se fait pas par la seule force militaire mais en cultivant les valeurs de tolérance et les fondements de l'islam" et que l'extrémisme religieux qui sévit dans les sociétés " est la responsabilité de tous". [24]

II-3-La coordination régionale :

Mesurant la gravité de la situation au Sahel et les dangers que peuvent provoquer ses prolongements sur la sécurité et la stabilité nationales, et tout en continuant à combattre "le terrorisme résiduel" sur le territoire Algérien, l'Algérie s'est attelée à mettre en œuvre avec ses partenaires de la région du Sahel une stratégie commune basée sur la concertation et la coopération entre les différents corps d'armée et services de sécurité.

Sur le plan bilatéral, l'Algérie a réactivé le comité frontalier avec le Niger pour assurer la sécurisation de la zone frontalière et la coordination entre les services de sécurité des deux pays à la faveur du mécanisme de coopération institué par le protocole d'accord signé à Alger le 30 Octobre 1997. Elle a aussi réactivé les travaux de la commission mixte Algéro-Malienne qui se sont tenus à Alger en Mars 2014 et qui ont été couronnés par la ratification d'un accord de coopération en matière de défense. Elle a également abrité en Avril 2014, la deuxième session du comité bilatéral stratégique Algéro-Malien sur la situation au nord du Mali à laquelle s'étaient joints le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Burkina Faso.

Sur le plan régional, l'Algérie a mis en place, avec ses partenaires du Sahel, un mécanisme de coopération dévolu à la lutte anti-terroriste par le biais de la création d'un comité de chefs d'états-majors (CEMOC) en Septembre 2010 dont le siège se trouve à Tamanrasset, et d'une Unité de Fusion et de Liaison (UFL) pour la coordination entre les services de sécurité en

24 *Algérie Presse Service*, 3 Novembre 2015.

Avril de la même année.[25]Plusieurs meetings avaient regroupé les ministres de la défense de l'Algérie et des pays du Sahel et plusieurs rencontres se sont tenues entre les chefs de la sécurité nationale de ces mêmes pays.[26]Cette coordination a permis de conduire des opérations conjointes sur le triangle frontalier Algéro-Malien et Mauritanien.

Toutefois, ces mécanismes destinés à la lutte commune contre les groupes terroristes se sont avérés relativement impotents en raison de :

-La faiblesse des armées des pays du Sahel qui se sont avérées moins équipées et peu aguerries à la lutte contre des groupes terroristes. Ces derniers se sont montrés très mobiles et disposant de guides et d'un soutien relatif parmi les populations locales,

-la timidité de la riposte des pays du Sahel à la menace terroriste, notamment le Mali dont le régime à l'époque du président Amadou Touré Toumani se voulait plus ménageant à l'égard des groupes terroristes eu égard aux rumeurs colportées par les médias faisant état de l'implication d'officiels et de personnalités civiles dans le trafic de drogue et dans les opérations de paiement de rançons en échange de la libération d'otages étrangers kidnappés par AQMI.

-la conduite d'opérations anti-terroristes en dehors du cadre du CEMOC comme ce fut le cas entre les forces Maliennes et Nigériennes,

-le recours à une puissance étrangère à la région pour la conduite d'actions militaires contre les groupes terroristes, comme ce fut le cas des opérations conjointes menées par les forces armées Mauritaniennes et Françaises.

L'Algérie s'est retrouvée, encore une fois seule et contrainte, en premier lieu, d'assurer sa sécurité nationale en raison des manquements par la Mauritanie et le Mali aux principes de la coordination anti-terroriste à l'échelle régionale. Ainsi, elle a été contrainte de faire face à l'activisme de groupes terroristes le long de ses frontières avec la Tunisie et la Libye. De plus, l'Algérie a aussi fait face à la pression menée par des puissances étrangères au Sahel afin de l'impliquer dans un engagement militaire en dehors des frontières

25 Le Nigéria a rejoint l'UFL en novembre 2011 (Liberté, 19-12-2011).

26 La dernière réunion des responsables des services de renseignements s'était tenue à Ouagadougou en Mai 2014.

nationales. En conséquence, elle a conduit des opérations de ratissage tout le long de ses frontières avec ses voisins du Maghreb et ceux de la région Sahélo-Saharienne. Ses troupes de combat sur ces frontières ont été renforcées et des fortifications ont été établies, en plus de la mobilisation d'hélicoptères et l'installation de mécanismes de surveillance électronique tels que les caméras thermiques.

Ce repli inévitable traduit la crainte des dirigeants Algériens de se trouver entrainés dans des opérations en dehors des frontières nationales qui peuvent s'avérer inutiles, voire désastreuses. Les médias Algériens, notamment, évoquent à satiété les difficultés rencontrées par les USA en Irak et en Afghanistan et l'échec de l'intervention de l'OTAN en Libye. Bien plus, l'Algérie a anticipé sur les résultats négatifs auxquels a abouti l'intervention de la France dans le conflit au Mali. Si cette intervention a permis la survie du régime Malien, elle n'est pas, pour le moment, parvenue à éradiquer les groupes terroristes qui activent encore au Nord de ce pays, ni à tempérer les velléités séparatistes de certains groupes Touareg.[27] En effet, AQMI a donné un coup de main décisif aux rebelles Touareg et à *Ansar Dine* pour vaincre l'armée Malienne dans la localité de Tessalit située au nord-ouest du Mali et contrôler le nord-est de ce pays.[28]

Cette situation d'instabilité que connait le nord du Mali, a poussé les dirigeants de ce pays à demander à l'Algérie"d'actionner le CEMOC" par le biais d'un appel exprimé par leur ministre des affaires étrangères, Mohamed Bazoum.[29]

27 En Octobre 2012, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution appelant les organisations régionales Africaines et l'ONU à présenter, dans les 45 jours qui suivent, un plan d'intervention pour la récupération du nord Mali, envahi par les rebelles Touareg et les groupes terroristes. Par conséquent, les chefs d'états-majors des armées des pays membres de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO) ont développé le « Concept Stratégique » au cours de leur réunion tenue à Bamako en Novembre 2012.Ils ont également mis en place un groupe d'experts en coopération avec l'Union Africaine visant à renforcer les capacités de l'armée Malienne en matière de lutte contre les groupes terroristes. L'ONU a répondu favorablement à la demande du Mali relative à une intervention militaire et la France s'est empressée à mettre en place cette opération.

28 *El Watan*, 23 Mars 2014, p4.

29 *Le Quotidien d'Algérie*, 10 Octobre 2012, p2.

kistanais" aux frontières sud de l'Algérie, selon les déclarations d'anciens diplomates Algériens.[30]

Les pays occidentaux semblent avoir souscrit à l'évidence que l'Algérie constitue un état pivot dans la lutte contre le terrorisme transnational et qu'elle reste incontournable dans les efforts de maintien de la stabilité au Sahel. Durant sa visite à Alger en Juin 2013, le secrétaire général de l'OTAN déclara que l'Algérie restait "active dans la coopération militaire, la lutte contre le terrorisme, la politique et la stratégie de défense, les plans civils d'urgence, la coopération scientifique, la gestion de crises et la non-prolifération."[31]L'Algérie a réussi aussi à gagner le soutien de l'Union Européenne à sa démarche, tel que manifesté à travers les visites à Alger de Catherine Ashton, haute représentante pour les affaires étrangères et à la politique de sécurité en Novembre 2012 et celles de Michel Reyverand de Menthon, le représentant spécial pour la région du Sahel et Gilles De Kerchove, le coordinateur pour la lutte anti-terroriste en Janvier 2014.

Les USA se sont aussi accommodés de la position Algérienne dans la mesure où leur proposition faite à l'Algérie "de s'engager dans des opérations tant à l'intérieur, et peut être, d'une manière limitée à l'extérieur des frontières, après l'attaque du complexe gazier de Tiguentourine"[32] a laissé place à la reconnaissance par Washington de la complexité dans laquelle s'est retrouvée l'Algérie, suite à l'embrasement de ses frontières avec la Tunisie, la Libye et le Mali en raison de l'activisme des groupes terroristes. Dans un message envoyé au président Algérien Abdelaziz Bouteflika, le président Américain Barack Obama a tenu à "saluer le rôle que l'Algérie mène dans la lutte mondiale contre le terrorisme". Il a aussi affirmé à l'intention des dirigeants Algériens que : " nous sommes trop conscients des dangers de l'extrémisme à la fois dans votre pays et dans la région, et le peuple Américain est à vos côtés alors que vous faites front à cette menace."

30 *El Watan*, 11Octobre 2012, p2.

31 *Liberté*, 25 Mai 2013, p2.

32 New York Times, 26 Février 2013 in *Le Quotidien d'Algérie*, 28 Février 2013, p2.

N'ayant pas d'intérêts stratégiques vitaux en Afrique et encore moins au Mali[33], et étant embourbés dans les conflits en Irak et en Afghanistan, les Américains semblent privilégier une assistance militaire soutenue aux pays du Sahel pour faire face au terrorisme, et ne semblent pas souhaiter l'installation d'une base au Sahel pour abriter le siège du commandement militaire Américain pour l'Afrique (AFRICOM).[34]

Par contre, la France dont les intérêts stratégiques et économiques sont importants dans la région du Sahel,[35] ne s'est pas empêchée d'intervenir militairement au Mali par l'envoi de 4800 soldats dans le cadre de l'opération 'Serval'.

Malgré des susceptibilités sur le plan politique héritées du passé, L'Algérie a accepté d'aider la France en ouvrant son territoire aérien aux vols effectués par des avions militaires dans le cadre des opérations militaires au nord du Mali, suite à la visite du président Français François Hollande à Alger en Décembre 2012. Selon des médias locaux, l'Algérie a, peut-être, aussi aidé la France en renseignements sur les groupes terroristes activant dans la région du Sahel, après la visite effectuée par le ministre de la défense Français à Alger en Mai 2014[36] .Cependant, il n'a y pas de confirmation de coopération entre les armées Algérienne et Française dans le nord du Mali, comme semble

33 Beaucoup d'analystes ont souligné le désir des États Unis de s'accaparer des gisements pétroliers prometteurs de l'Afrique de l'ouest dans le but de réduire ses importations du Moyen-Orient devenu plus instable et plus imprévisible et de faire face à la concurrence de la Chine, mais il s'est avéré que les USA ont non seulement renouvelé leurs réserves en matière énergétique mais qu'ils peuvent devenir exportateurs d'hydrocarbures après l'exploitation du gaz de schiste. En fait, le commerce des USA avec l'Afrique a décru de 80% au cours de la dernière décennie.

34 Déjà en 2003, les USA ont mis en place « Pan-sahel l'initiative »(PSI) dans le but de consolider les capacités d'intervention rapide du Mali, du Niger,de la Mauritanie et du Tchad, et en 2005 la PSI a évolué en Trans-Sahara Counter-Terrorism Partnership (TSCP) auquel avait participé l'Algérie aux côtés des autres pays du Sahel.

35 La France exploite les mines d'or du Mali (3ème producteur de ce minerai en Afrique et les gisements d'uranium situés au Nord du Niger non loin de l'Azawad au Mali).Elle a investi 1.5 millions d'euros dans une mine d'uranium au nord du Niger et proche aussi de la région de l'Azawad pour satisfaire les besoins de ses réacteurs nucléaires (75% de l'énergie électrique de la France provient de l'énergie nucléaire).La France a signé des contrats de vente de réacteurs nucléaires à des pays arabes pour usage pacifique et pourrait approvisionner l'Allemagne en énergie nucléaire suite à la décision de Berlin d'annuler son programme nucléaire.

36 *El Watan*, 22 Mai 2014, p2.

le suggérer un rapport Français,[37]ni d'implication militaire directe des forces de sécurité Algériennes dans cette région. Lors de sa visite à Alger en juin 2014, Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères Français a salué « le rôle pacificateur de l'Algérie au Mali et au Sahel ».[38]

III-La Gestion des Conflits Intra-Sahéliens :

Depuis l'indépendance acquise au début des années 1960, des mouvements de mécontentement parfois très violents ont opposé les populations Touareg aux autorités centrales du Mali et du Niger en raison des conditions de vie très dures et de la marginalisation politique, selon les déclarations des chefs rebelles Touareg. Depuis de nombreuses années, l'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour apaiser ces conflits et faciliter le rapprochement entre les belligérants dans le but de préserver l'intégrité des états du Sahel, partant du fait que l'instabilité politique de ces pays ou leur fragmentation sociale pourraient générer des conséquences graves sur sa propre sécurité.

III-1-Un ingénieux rôle de broker dans un contexte difficile :

Les efforts de médiation de l'Algérie dans les conflits ayant opposé les Touareg au pouvoir central, soit au Niger ou au Mali où l'état de l'Azawad fut proclamé au nord du pays en 2011, n'entrent pas dans la logique de bons offices temporaires et ne sont teintés ni d'intérêts égoïstes, ni de convoitises particulières et encore moins de tentation d'hégémonie régionale, comme semble le suggérer une analyste de la politique Algérienne au Sahel, en se basant sur de prétendues critiques émises à l'égard du rôle de l'Algérie dans la gestion des crises dans cette région par des dirigeants des pays du Sahel, notamment, l'ancien président du Mali Amadou Toumani Touré.[39]

37 L.Oufella, *TSA,* 20-10-2013 in.../pol/mali/coop-algero-francaise.htm, J.P. Sereni Coordination discrète entre Paris et Alger : Un tournant dans les Relations Franco-Algériennes ?, Orient txxi.info

38 *Le Quotidien d'Oran,* 18Juin 2014, p14 et *El Watan*, 9 Juin 2014.

39 L. Aida Ammour, 'Regional Security Cooperation in the Maghreb and the Sahel :Algeria's pivotal Ambivalence', *Africa Security Brief,* no 18, Africa Center for Strategic Studies, National Defence University, Washington, February 2012 et L. Aida Ammour, 'Is a Renewed Algerian Diplomacy Emerging?', 05 March 2015http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Is-a-renewed-Algerian-regional-diplomacy-emerging.

L'Algérie a toujours assumé le rôle de broker de part sa position de *stakeholder* (partie concernée) et non de *shareholder* (actionnaire) que veulent lui imputer les détracteurs de son implication dans la résolution des conflits dans la région du Sahel.[40]La bonne foi de l'Algérie a été saluée par tous les protagonistes du conflit Malien quoique des éléments appartenant au *MNLA* aient essayé, parfois, de faire dans la surenchère en voulant impliquer d'autres puissances étrangères à la région du Sahel dans les efforts de médiation avec les autorités Maliennes. Cependant, la confiance de la communauté internationale en l'impartialité, le bon sens et la perspicacité dont a fait preuve la diplomatie Algérienne a fini par placer l'Algérie comme chef de file de la médiation internationale dans le conflit Malien.[41]

La stratégie Algérienne visant à contribuer à la résolution des conflits au Sahel repose sur trois piliers fondamentaux :

A-La doctrine relative à l'intégrité territoriale des États :

Ce principe reflète l'expérience propre des dirigeants Algériens dans la mesure où ils ont réussi à préserver l'unité de leur peuple et l'intégrité territoriale de leur pays, lors de la guerre de libération contre le colonialisme Français. Aussi, il était logique que l'Algérie, devenue indépendante en 1962, ait résolument adhéré au principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme qui fut endossé par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à sa création en 1963. Ce souci était évident, en réaction aux efforts déployés par le Maroc, afin de forcer les dirigeants Algériens à ouvrir des négociations sur la révision du tracé frontalier sous prétexte qu'une large portion du territoire du Maroc avait été arbitrairement concédée à l'Algérie lors de la colonisation Française du Maghreb. Depuis la guerre qu'avait déclarée le Maroc à l'Algérie en Mars 1963 au sujet des frontières, l'irrédentisme territorial Marocain ne s'est pas estompé, du moins dans les déclarations de dirigeants de partis politiques et des médias, surtout après le soutien accordé par l'Algérie

40 Y. Ait Akdim, « Que cherche le Maroc en Afrique ? », *Jeune Afrique*, No 2731 du 12 au 18 Mai 2013, pp. 22-27.

41 Le processus de médiation engagé en 2014 par l'Algérie a été rejoint par les Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation de la Coopération Islamique, l'Union Européenne, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

au droit du peuple Sahraoui à l'autodétermination dans le cadre du processus Onusien de décolonisation.

les tentations séparatistes exprimées par des groupes Touareg au Niger ou au Mali d'une manière sporadique , sont ressenties par les dirigeants Algériens comme non seulement une violation du principe de l'intangibilité des frontières, mais aussi comme des risques de fragmentation des états pouvant mener à des conflits sectaires ou nationalistes très étroits et à la déstabilisation de toute la région Sahélo-Saharienne. Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet à la présidence de la république Algérienne a emphatiquement déclaré que : "l'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali".[42]

Cet attachement à l'intangibilité des frontières explique l'opposition de l'Algérie par le passé, aux tentations de sécession comme ce fut le cas au Biafra (Nigeria) en 1967-1970 et au Shaba ex-Katanga (Congo) en 1978. Elle a aussi dû ressentir des déceptions en raison du partage du Soudan en Juillet 2011, comme elle doit également nourrir des appréhensions à l'éventualité de la fragmentation des états en Iraq, en Syrie et en Libye.

B-La solution politique aux conflits et le dialogue inclusif :

"On sait comment les guerres commencent, on ne sait pas cependant, comment elles se terminent". Ce constant imprégné de réalisme politique a été exprimé par Abdelkader Messahel en de nombreuses occasions.[43]Les conséquences désastreuses de l'intervention militaire de l'OTAN en Lybie lui ont certainement donné raison. Pour éviter les incertitudes d'une intervention militaire et de la solution du tout sécuritaire, les dirigeants Algériens arguent qu'une solution politique basée sur le dialogue inclusif et la réconciliation nationale demeure le meilleur moyen susceptible de résoudre les conflits d'une manière juste et durable.

42 H. Raoui, 'Ouyahia : « l'Algérie n'acceptera jamais une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali », at http://www.algerie-focus.com/2012/04/ahmed-ouyahia-lalgerie-nacceptera-jamais-une-remise-en-cause-de-lintegrite-territoriale-du-mali/6 Avril 2015.

43 Notamment lors d'une rencontre tenue à Alger le 8 Septembre 2015 entre le ministère des affaires étrangères et un groupe d'enseignants de la Faculté de Sciences Politiques, Université Alger 3.

Au Mali, le conflit survenu à partir de 2011 a été complexe et ardu pour les raisons suivantes :

-Conflits à coloration ethnique :

De Mai à Juillet 2014 ,des affrontements sanglants ont éclaté dans la région de Gao entre des groupes rebelles du *MNLA*, *HCUA*, d'une branche autonomiste du *MAA*, d'une part, et une alliance de rebelles pro-gouvernementale avec une fraction loyaliste du *MAA* composée d'Arabes de la tribu des *Lahmar*, une milice des Touareg de la tribu des *Imghad* (GATIA) et des *Songhaï* issue de la Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance (*CM-FPR-1*), d'autre part.

-Divisions religieuses :

Les groupes se revendiquant de l'origine Targuie et composant la rébellion Targuie se trouvent divisés entre plusieurs obédiences religieuses et idéologiques, comme par exemple :Le *MNLA* qui se proclame laïque et démocratique et des mouvements djihadistes tels que *Ansar Eddine* et leur groupe de dissidents (le *MIA)* créé en Janvier 2013 par Al Ghabass Ag Intalla, fils de l'influent Amenokal des *Ifoghas*.

Ces alignements religieux et idéologiques n'ont pas manqué de susciter des heurts entre ces différents mouvements, comme ce fut le cas entre le *MNLA* et Le *MUJAO* dans la ville de Ménaka et de celui des tribus des *Oulmeden*et *Ouchdenharan*, de la province du nord Mali Qui ont quitté le *MNLA* pour rejoindre *Ansar Eddine*.

-Divisions politiques :

Le *Haut Conseil pour l'Unité de l''Azawad'* (*HCUA*) formé en Mai 2013 par *Mohamed Ag Intalla*, un autre fils de l'Amenokal des *Ifoghas* ne réclame pas l'indépendance du nord du Mali, alors que Le *MIA* soutient un dialogue politique inclusif et l'arrêt des hostilités. Le *MNLA* n'ose pas critiquer la décision de l'Amenokal et apporte son soutien au *HCUA* en adoptant une position commune lors des négociations d'Alger.

La *CPA*, groupe dissident du *MNLA* accuse ce mouvement de liens avec le Maroc, et soutient une solution négociée avec le gouvernement Malien.

Cette mosaïque d'ethnies et de groupes marquée par une différentiation religieuse, culturelle et politique, nécessite aux yeux des dirigeants Algériens, le recours à une politique de réconciliation nationale au Mali. Cet impératif trouve aussi son fondement dans la politique adoptée par l'Algérie à l'égard de ce que les dirigeants de ce pays qualifient de 'tragédie nationale', à savoir les événements survenus après l'interruption du processus électoral en Janvier 1992.[44]

La réussite de la politique de réconciliation poursuivie par l'Algérie au plan interne a incité le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine à organiser une rencontre sur : 'la réconciliation nationale : facteur crucial pour la sécurité, la stabilité et le développement durable en Afrique' à Alger en Juin 2013. À cette occasion, les représentants Algériens avaient présenté avec pertinence et conviction l'expérience Algérienne en la matière.

C- La mise en œuvre de la solution politique et du dialogue inclusif au Mali :

Depuis les évènements survenus à partir de 2011 au Mali, les efforts de réconciliation et de rétablissement de la confiance entre les parties du conflit Malien se sont intensifiés avec la grande tournée effectuée au Sahel par Ramtane Lamamra, ministre des affaires étrangères en Mai 2014 et les différents déplacements effectués dans la région par le ministre délégué chargé des affaires Maghrébines et Africaines, Abdelkader Messahel. Ces efforts ont été couronnés par l'organisation de rencontres relatives au dialogue entre les parties Maliennes à Alger au cours du premier semestre 2015. Ces rounds de discussions ont regroupé, en plus des officiels Algériens et représentants du gouvernement Malien deux coalitions comportant les représentants de l'opposition au nord du Mali:

44 La Charte de la paix et de la Réconciliation et la Concorde Nationale a été approuvée par référendum en Septembre 2005.Cette charte accorde l'amnistie aux combattants de l'Armée Islamique du Salut (AIS) et autres groupes affiliés, à l'exception des auteurs d'attentats à la bombe ou d'assassinats collectifs. Le résultat de cette démarche a débouché sur la reddition de 11.000 membres de groupes terroristes qui ont par la suite bénéficié de compensations financières selon la loi y afférente. De plus, les familles de terroristes tués ont reçu des dédommagements en nature et bénéficié de protection alors que les parents de disparus lors de la tragédie nationale ont également perçu des indemnités.

-La Coordination des Mouvements *Azawad* (*CMA*) composée de : *MNLA*, le Haut Conseil pour l'Unité de l''Azawad' (*HCUA*), le Mouvement Arabe *'Azawad'* (*MAA*), une faction de la Coalition du Peuple pour l''Azawad' (*CPA*) et un groupe dissident de la Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance (*CMFPR-II*).La *CMA* revendique l'autodétermination des populations de l''Azawad'.

-La Plateforme formée de : la Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance (*CMFPR-I*), le Groupe d'Auto-défense Touareg *Imghad* et Alliés (*GATIA*) et de groupes dissidents de la *CPA* et du *MAA*. La Plateforme vise à trouver des solutions politiques et socio-économiques au conflit qui l'oppose aux autorités Maliennes et ne revendique pas l'indépendance du nord du Mali.

À la suite d'âpres et intenses négociations, la diplomatie Algérienne a réussi à rapprocher les points de vue et les positions, souvent différents et parfois irréconciliables, des belligérants Maliens en raison de conflits d'intérêts évidents, quelquefois attisés par des interférences de puissances étrangères. Cette réussite fut l'annonce de la signature d'un accord de paix entre les parties Maliennes le 15 Mai 2015 à Alger.

Mais cette signature a laissé un goût d'inachevé, avec le refus d'y prendre part, de la principale force au conflit qui est constituée du *MNLA* et des différents groupes rebelles du nord Mali, regroupés au sein de la Coordination des Mouvements de l''Azawad' (*CMA*). Cette coordination a essayé de trouver des appuis, en dehors de la région du Sahel, afin de rehausser sa position dans les négociations et exercer des pressions sur le régime Malien comme elle a accusé ce dernier de soutenir les factions rivales afin de l'affaiblir et d'annihiler toute tentative de séparatisme au nord du Mali. Cependant, l'Algérie a usé de toutes ses forces, par voie diplomatique, pour convaincre la *CMA*, de signer les accords d'Alger lui rappelant les conséquences graves que pourrait générer une éventuelle fragmentation du Mali, non seulement en créant des fractures profondes entre le nord et le sud de ce pays, mais aussi en mettant en danger la stabilité de l'ensemble de la région Sahélo-Saharienne.

Ce qui fut fait à Bamako le 20 Juin 2015 lors s'une cérémonie solennelle à laquelle étaient conviés des officiels Algériens.[45]

III-2-Mise en place du comité de suivi et de coordination et application de l'accord d'Alger :

Pour rendre effectives les mesures et décisions prises à Alger lors des négociations entre les parties au conflit au Mali, un comité international de suivi de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, a été installé à Bamako le 21 Juin 2015 sous la présidence de l'Algérie.

Après avoir perdu le contrôle de la localité d'Anefis suite à des combats meurtriers, la coordination des mouvements de l'Azawad, (*CMA*) à dominante Touareg et arabe a annoncé, en Août 2015 son retrait du comité de suivi de l'accord. Elle a conditionné son retour au comité de suivi au retrait préalable et sans délai des mouvements de la Plateforme de la localité d'Anefis. La Plateforme n'entend cependant quitter la localité que si l'armée Malienne y prenait position et non pas les forces de la MINUSMA accusées de parti-pris en faveur de la CMA suite à la création [46]d'une zone de sécurité autour de Kidal pour la protection des combattants Touareg. Selon les médias Maliens, Bamako aurait mis en garde la MINUSMA contre "tout traitement inéquitable" dans la mise en œuvre de ses attributions, notamment le respect du cessez-le-feu et la protection des populations.[47]Lors d'une conférence de presse organisée à Alger en septembre 2015, le représentant spécial du secrétaire général et chef de la MINUSMA a appelé à "barrer la route aux parties qui tentent d'entraver la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali".[48]Suite à la médiation conduite par le représentant Onusien, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme se sont engagées à cesser les

45 La CMA soutenue par la France qu'elle a, sous couvert de l' 'Opération Serval', réintroduite dans le conflit armé en l'installant à Kidal et en empêchant l'armée Malienne de participer à la libération de cette région qui était occupée par les groupes djihadistes.

46 H. Traoré, « Minusma: Les attentes déçues » at news.abamko.co/h/97927.html.26 Aout 2015, K. Hamel : GATIA-CMA : « La minusma fidèle à son parti-pris », at news.abamako.com/h/97954.html, 26 Aout 2015.

47 K. Meli, « l'ONU en gendarme dans le Nord Bamako avertit contre 'tout traitement inéquitable' », at news.abamako.com/h/97561.html.

48 « Mali : le chef de la Minusma s'inquiète » at http://news.abamako.com/h/97952.html, 27 Aout 2015.

hostilités et à continuer le dialogue à Anefis afin de résoudre les problèmes intercommunautaires par les moyens pacifiques.[49] À cet effet, les deux parties ont tenu une série de rencontres dans cette localité en Octobre de la même année.

La question qui reste pendante concerne la manière avec laquelle pourraient être intégrés dans le comité de suivi, les groupes qui ont pris part aux négociations au sein de la Coordination des Mouvements de l''Azawad' (*CMA*) mais qui en ont été écartés après avoir décidé seuls de signer les accords d'Alger le 15 Mai.

Des dissensions au sein de la Plateforme se sont aussi manifestées : certains groupes n'ont pas obtenu de délégués au sein du comité de suivi, comme par exemple le mouvement *Ganda Iso* à dominante *Peul*, qui dénonce une tentative d'exclusion.

Un autre contentieux qui s'avère difficile à régler est lié à la difficulté de désarmer les groupes rebelles, de les intégrer dans l'armée régulière Malienne ou de les réinsérer dans la vie sociale.

III-3-Politique continue de vigilance et de soutien :

La politique de réconciliation nationale prônée par le processus de paix entériné à Alger, n'exclut pas la continuité de la lutte anti- terroriste contre les groupes qui persistent dans les attentats et la destruction de l'outil économique et des symboles de l'identité nationale. À cet effet, le renforcement du rôle du CEMOC s'avère nécessaire. Dans cette optique, des réunions du CEMOC se sont tenues à Tamanrasset en Janvier et Septembre 2015. En appui à la politique de coordination militaire entre les pays dits ' du champ', l'Algérie a procédé au renforcement des mesures de surveillance de ses frontières sud. Cependant, la tâche demeure difficile eu égard à la mobilité des groupes terroristes et leurs réseaux de contrebande, à la porosité des frontières mais aussi à la faiblesse des armées du Mali, du Niger et de la Mauritanie.

49 Communiqué de presse publié par secrétariat de la Minusma le 15 Octobre 2015, at https://minusma.unmissions.org/la-minusma-se-f%C3%A9licite-du-dialogue-direct-entre-la-coordination-des-mouvements-de-l%E2%80%99azawad-et-la.

III-4-L'impératif de la construction régionale :

Depuis l'initiative de créer un regroupement économique régional au niveau du Sahel en 1976, l'Algérie a constamment plaidé pour une intégration des économies des pays de cette région en apportant une contribution financière et humaine non-négligeable. Toutefois, les économies de ces pays sont restées sous-développées, mono-exportatrices et dépendantes des marchés extérieurs. De plus, la sécheresse qui a marqué la région Sahélo-Saharienne pendant de longues années, a contribué à la désertification des terres arables et a appauvri le secteur agricole qui génère la plus importante part des rentrées en devises et participe grandement à la croissance économique des pays du Sahel. Une telle situation a accentué le nombre d'individus souffrant de famine, de malnutrition et de pandémies.

Dans ce contexte peu favorable à une intégration économique dans la région du Sahel, l'Algérie a été amenée à favoriser les aides au bénéfice des états composant cette région d'une manière bilatérale et dans la discrétion. Que ce soit par la réception de visites de ministres et de chefs d'états Sahéliens à Alger, ou par le biais de la tenue de sessions des commissions mixtes, les liens de concertation et de coopération multiforme entre l'Algérie et ses voisins du sud n'ont jamais faibli.[50] Ainsi, elle a fourni des aides financières substantielles à ces pays, contribué à la mise en place de projets structurants au profit des jeunes chômeurs, notamment au Mali, et fourni des denrées alimentaires aux populations résidant au nord du Mali et du Niger par le biais des consulats se trouvant, respectivement, à Tombouctou et à Agadès. Elle a de surcroit procédé à l'effacement des dettes qu'elle a consenties aux pays de la région du Sahel.

Sur le plan humanitaire, l'Algérie a accueilli des centaines de milliers de réfugiés Maliens ayant fui les hostilités au nord du Mali, et bon nombre de Nigériens qui ont quitté leur pays en raison de la famine. Ces réfugiés n'étaient ni parqués dans des centres de transit ni reconduits aux frontières manu militari comme l'Union Européenne l'aurait souhaité, mais ont reçu aide et assistance de la part du ministère de la solidarité et du Croissant Rouge

50 Le président Malien Ibrahim Babacar Keita s'est rendu deux fois à Alger en Janvier 2014 et en Aout 2015.Celui du Niger, Mahamadou Issoufou a visité la capitale Algérienne en Janvier 2015.

Algérien. Cet organisme a même procédé au rapatriement par vols charters des Nigériens qui ont émis le désir de retourner dans leur pays.

Toutefois, l'intégration régionale demeure un impératif incontournable dans la mesure où le développement économique du Sahel doit procéder d'une vision globale. En effet, le Sahel doit être conçu comme un espace dans sa dimension globale et intégré parce que les pays de cette région disposent des mêmes caractéristiques écologiques, ressources agricoles et minières et sont confrontés aux mêmes risques sécuritaires et défis de développement durable.

Le taux de croissance appréciable atteint par les économies des pays du Sahel, ces dernières années, plaide pour la mise en place de projets structurants susceptibles de créer de la richesse et des emplois avec une participation active de la part des entreprises Algériennes qui sont à la quête de débouchés extérieurs. L'existence de liaisons aériennes et routières avec le Mali et le Niger (transsahariennes) reste un atout déterminant pour faciliter les échanges économiques et la circulation des biens et des capitaux.

Conclusion :

La démarche Algérienne au Sahel semble atypique car souvent généreuse, et parfois candide pour certains analystes politiques, dans la mesure où cette approche a privilégié les préoccupations à caractère humain aux desseins géostratégiques ou aux tentations d'hégémonie à l'égard de cette région.

L'Algérie n'a pas été tentée d'asseoir une quelconque hégémonie sur la région Sahélo-Saharienne malgré sa position géographique, profondeur stratégique, capacités militaires et moyens financiers. Certains diplomates ont regretté que ce pays ait soutenu toutes les causes justes à travers le monde, sauf les siennes. D'autres politologues ont été déçus par le fait qu'il s'est bien gardé de jouer pleinement le rôle qui sied normalement à une grande puissance régionale en termes d'influence, de leadership et d'interventionnisme.

La stratégie développée par l'Algérie à l'égard des problèmes structurels et soubresauts politiques et sécuritaires dans la région Sahélo-Saharienne n'est pas seulement empreinte d'impératifs pragmatiques, mais répond à des considérations d'éthique envers les États de cette région et à des sentiments de solidarité à l'égard de leurs populations. Le substrat de cette stratégie réside dans l'expérience d'une colonie qui a recouvré sa souveraineté à la suite d'une guerre de libération douloureuse et dans sa résistance aux multiples formes d'ingérence dans ses affaires internes.

Le mérite (ou faiblesse pour certains) de la diplomatie Algérienne réside, peut-être, dans cette propension à vouloir concilier les intérêts nationaux avec le bien-être et la stabilité des pays voisins." L'Algérie est un pays exportateur net de stabilité", s'évertuait à répéter son ministre des affaires étrangères, Ramtane Lammara. Aussi, ce qui est considéré par quelques analystes politiques comme un excès de zèle dans la praxis diplomatique, doit être appréhendé dans une dimension qui s'est évertuée à refléter des élans de modestie et de discrétion même si ces valeurs semblent quelque peu antinomiques avec les impératifs de la raison d'état et la quête de plus de puissance et de suprématie, comme l'école réaliste des relations internationales s'est ingénue à le faire depuis des décennies.

Comment va se muer la stratégie Algérienne dans la région Sahélo-Saharienne à l'avenir reste une question pendante et difficile à prévoir dans un contexte politique et sécuritaire aussi fragile que changeant. Il demeure que les problèmes structurels que connait cette région ne s'estomperont pas avec des solutions militaires. Au contraire, ils pourraient être grandement accentués si une stratégie d'ensemble n'était pas élaborée sur la base d'une vision globale de l'espace Sahélo-Saharien. Dans la mesure où les caractéristiques et les défis sont similaires, une approche globale qui reflète le caractère d'ensemble de cet espace doit être conçue dans le sens d'une intégration économique régionale harmonieuse, et dans le sens d'une refonte des États sur la base de la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et sur des sociétés fondées sur le mérite et les connaissances.

Références :

- Abelard Mashimango, " Violences et Conflits en Afrique des Grands Lacs : Polémologie et Géo-systémiques", **Études Africaines**, 15 Avril 2015.
- Y. Ait Akdim, "Que cherche le Maroc en Afrique ? ", ***Jeune Afrique***, No 2731 du 12 au 18 Mai 2013, pp. 22-27.
- L. Aida Ammour, "Is a Renewed Algerian Diplomacy Emerging?" March5,2015 http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Is-a-renewed-Algerian-regional-diplomacy-emerging.
- L. Aida Ammour, "l'Algérie et les crises régionales, entre les velléités hégémoniques et le repli sur soi", in **Nouveaux Regards sur le Sahel : entre rémanences du passé et impasses du présent**, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), Bruxelles, Juillet 2013.
- L. Aida Ammour, "Algeria's role in the Sahelian Security Crisis", **International Journal of Stability**, Security and Development, London, June 2013.
- L. Aida Ammour, "Regional Security Cooperation in the Maghreb and the Sahel :Algeria's pivotal Ambivalence", ***Africa Security Brief***, no 18, Africa Center for Strategic Studies, National Defence University, Washington, February 2012.
- Y. Bedzigui," Les Conflits en Afrique : Une résolution improbable", at http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/11_Bedzigui_Afrique.pdf. La gestion des conflits en Afrique : Un défi permanent, Centre de Développement de l'OCDE, 1998.
- P.Clastres, La Société contre l'État, Éditions de Minuit, Paris, 1974).
- A. FogueTedom, Enjeux Géostratégiques et Conflits Politiques en Afrique Noire, Paris : Harmattan, 2008.
- K. Hamel : GATIA-CMA : « La Minusma fidèle à son parti-pris », at news.abamako.com/h/97954.html, 26 Aout 2015.

- B. Iratni, "The Rebellion in Mali : La Quête d'un État ou Oxymore Identitaire ?", **Stratégia**, IMDEP, Numéro3, 2014.
- B. Iratni, "The African Union facing the recent crises in Libya and Mali: the successes and the failure", **Stratégia**, IMDEP, forthcoming issue.
- L. Larbi, "Algeria oil, gas export volumes down 8.9 per cent", at https://projects.zawya.com/Algeria_oil_gas_export_volumes_down_89_in_Q1/story/TR20150819nL5N10U3L7X2/, August 19, 2015.
- K. Meli, « l'ONU en gendarme dans le Nord Bamako avertit contre 'tout traitement inéquitable' », at news.abamako.com/h/97561.html.
- W. Moncef, "Le Mujao renoue le contact avec Alger", in ***Le Quotidien d'Oran***, 25 Juin 2013, p3.
- A. Morgan, "Mali's Tuareg rebellion", at http: //the global dispatches. com. articles: media:malis ;tuareg.
- *TSA,* 20-10-2013 in…/pol/mali/coop-algero-francaise.htm.
- J.P. Sereni, "Coordination discrète entre Paris et Alger : Un tournant dans les Relations Franco-Algériennes ?", Orient txxi.info.
- H. Traoré, "Minusma: Les attentes déçues" at news.abamko.co/h/97927.html.26 Aout 2015.
- The World Fact Book, CIA, 2014, at https: //wwwcia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/print/countrypdf_ml.pdf.